



**SECTION de la VENDÉE**

**DECLARATION LIMINAIRE**

**COMITE TECHNIQUE LOCAL  
du 12/10/2021**



---

M. Le Président,

La mission NRP vient d'être dissoute à Bercy, preuve que pour la Direction Générale, cette réforme est déjà sur ses rails et qu'elle peut désormais passer à l'étape suivante. Et pourtant dans les services, nous en vivons actuellement la difficile mise en place, avec la création des premiers SGC vendéens.

Pour toutes les restructurations, qu'elles relèvent ou non du NRP, vous nous avez souvent répété dans cette instance que l'organisation des nouveaux services relevait exclusivement des chefs de service. De fait, ils sont censés être les plus à même de savoir comment organiser leurs équipes et quel cap leur donner.

Pour FO cependant, les conséquences sur la vie quotidienne des personnels sont bien trop graves pour que la direction s'affranchisse de toute responsabilité en la matière. Elle se doit selon nous de rester vigilante et d'intervenir si le besoin s'en fait sentir. Et de fait, les collègues ont souvent le sentiment de manoeuvrer à vue, sans véritable cap donné par leurs encadrants.

Les élus Force Ouvrière profitent d'ailleurs de cette liminaire pour vous rappeler votre engagement, suite à une requête de notre part, de convoquer systématiquement au CTL les chefs de service concernés par une restructuration soumise au vote. Il nous semble en effet toujours aussi primordial qu'ils soient présents afin de répondre en direct aux questions légitimes des représentants des personnels.

Et des questions, il y en a, et il y en aura encore, tant les inquiétudes de nos collègues sont réelles et fondées !!

On oblige les agents à changer de lieu de travail au détriment de leur vie personnelle. On nous oppose le fait que la direction prend soin, parfois, de conserver des antennes qui demeurent fragiles et qui sont sans nul doute éphémères. Nous imaginons très bien comme il sera facile de fermer ces petites structures lorsqu'elles auront atteint une "taille critique". Et vous y participerez malgré vous en déclinant l'exercice emplois annuel au niveau local ! Les représentants du personnel de FO ne sont pas dupes M. le Président. Nous savons que ces antennes ne sont bien souvent en réalité que des "unités de travail à distance" sans aucune garantie de maintien et aucune visibilité à long terme. Elles sont un moyen de faire avaler la pilule aux collègues et faire taire les voix qui s'élèvent en les maintenant quelques années au plus près de leur domicile. Nous savons bien que si la volonté de la direction générale était de maintenir ces implantations de manière pérenne, elle les aurait laissées en l'état ! La volonté de sauvegarder l'ensemble de nos services et de nos missions n'est pas la première chose qui transparaît dans la façon de faire et encore moins celle d'optimiser leur fonctionnement.

On laisse croire aux agents qu'ils sont associés à la mise en oeuvre des restructurations, en choisissant leurs bureaux faute de pouvoir choisir de rester près de chez eux. Cependant, il n'est fait cas ni de leur volonté, ni de leurs opinions et les restructurations se font souvent dans un flou artistique digne de l'art grotesque. L'exemple des services comptables restructurés est édifiant ! Les problèmes liés à la tenue de la comptabilité sont récurrents et nous constatons parfois de grands moments de flottement lors de la mise en place de ces nouveaux services avec notamment une absence d'anticipation dans l'harmonisation des méthodes de travail. C'est invariablement

une source de tensions entre collègues puisque la hiérarchie ne prend pas de décisions suffisamment rapidement. Que font la direction et les encadrants dans ces moments-là ? Vous y travaillez, allez-vous nous répondre... alors comment se fait-il que certains responsables se permettent de partir en vacances lors de la mise en place des dites restructurations alors même que les autres personnels sont sur le pont ? C'est navrant !

On oblige les personnels à subir ces restructurations, ce qui est source d'inquiétudes, de désorganisation, de mise à mal de l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle et donc de souffrance au travail. Toutefois, cette souffrance ne s'arrêtera pas là puisque nous rappelons une fois de plus que ces restructurations n'ont qu'un seul et unique but : accélérer le démantèlement du réseau de la DGFIP afin de poursuivre le rythme effréné des suppressions d'emplois. 1500 emplois seront supprimés en cette fin d'année dans notre Ministère ! Liquidation totale, tout doit disparaître avant Travot !

La direction générale et donc vous aussi par loyauté, ne pensez qu'à boucler ce NRP et son "niveau zéro de proximité" !



Aucun bilan, aucune expérimentation, aucun retour d'expérience, non, on fonce tête baissée !

Les collègues sont pour beaucoup épuisés et/ou résignés.

Manifestement, cet état de fait n'inquiète personne à la DG. Les conséquences sur les conditions de vie des collègues importent peu dans la balance, pourvu que les restructurations se fassent.

Tout cela laisse un arrière goût de France Télécom, du temps de ses grandes années, où régnait le management par le stress.

D'ailleurs comme jadis à La Poste et à France Télécom, nous voyons arriver dans nos services de plus en plus de contractuels, à priori 2 de plus au 1er octobre, sans qu'à aucun moment les organisations syndicales représentatives des personnels n'en aient été informées...

Sur ulyse 85 - gardons notre humour -, nous apprenons que la DDFIP 85 est arrivée en première position du défi mobilité Pays de La Loire ! Et bien, oui en effet, les personnels de notre administration subissent des mobilités fonctionnelles et/ou géographiques de plus en plus nombreuses, mobilités qui malheureusement risquent de s'amplifier ces prochaines années. Et ce qui commence à se dessiner pour l'après NRP est tout aussi joyeux, le fameux "état plates-forme" dont rêvent tous nos gouvernants.

Dans ce contexte inquiétant, une question légitime est posée par les élus FO : l'administration a-t-elle encore intérêt à ce que les services fonctionnent bien ou, au contraire, leur désorganisation et leur fragilité ne lui permettraient-elles pas de justifier leur démantèlement puis leur suppression à court et moyen terme ?

L'hypocrisie sur ce point est à dénoncer et nous le faisons avec force !

